

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 65
Reçu en Préfecture le : 10/07/2024
ID Télétransmission : 033-213300635-20240709-137050-DE-1-1

Date de mise en ligne : 12/07/2024

certifié exact,

**Séance du mardi 9 juillet
2024
D-2024/207**

Aujourd'hui 9 juillet 2024, à 14h06,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni à Bordeaux, sous la présidence de

Monsieur Pierre HURMIC - Maire

suspension de séance de 17H07 à 17H19

Etaient Présents :

Monsieur Pierre HURMIC, Madame Claudine BICHET, Monsieur Stéphane PFEIFFER, Madame Camille CHOPLIN, Monsieur Didier JEANJEAN, Madame Delphine JAMET, Monsieur Mathieu HAZOUARD, Madame Harmonie LECERF MEUNIER, Madame Sylvie SCHMITT, Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Madame Nadia SAADI, Monsieur Bernard G BLANC, Madame Céline PAPIN, Monsieur Olivier CAZAUX, Madame Pascale BOUSQUET-PITT, Monsieur Olivier ESCOTS, Madame Fannie LE BOULANGER, Monsieur Vincent MAURIN, Madame Sylvie JUSTOME, Monsieur Dominique BOUISSON, Madame Sandrine JACOTOT, Monsieur Laurent GUILLEMIN, Madame Françoise FREMY, Madame Tiphaine ARDOUIN, Madame Marie-Claude NOEL, Monsieur Didier CUGY, Madame Véronique GARCIA, Monsieur Patrick PAPADATO, Madame Brigitte BLOCH, Madame Isabelle ACCOCEBERRY, Madame Isabelle FAURE, Monsieur Francis FEYTOUT, Madame Eve DEMANGE, Monsieur Maxime GHESQUIERE, Monsieur Matthieu MANGIN, Madame Marie-Julie POULAT, Monsieur Jean-Baptiste THONY, Monsieur Radouane-Cyrille JABER, Monsieur Marc ETCHEVERRY, Monsieur Maxime PAPIN, Madame Léa ANDRE, Madame Béatrice SABOURET, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Madame Anne FAHMY, Madame Géraldine AMOUROUX, Monsieur Aziz SKALLI, Madame Catherine FABRE, Monsieur Fabien ROBERT, Monsieur Guillaume CHABAN-DELMAS, Monsieur Nicolas PEREIRA, Monsieur Philippe POUTOU, Madame Myriam ECKERT,

Monsieur Didier CUGY présent jusqu'à 15h50, Madame Myriam ECKERT présente jusqu'à 15h50, Monsieur Fabien ROBERT présent jusqu'à 15h56, Monsieur Dominique BOUISSON présent jusqu'à 16H30, Monsieur Stéphane PFEIFFER présent jusqu'à 17h07
Madame Céline PAPIN présente jusqu'à 17h20 et Monsieur Cyrille JABER présent à partir de 16H30

Excusés :

Monsieur Baptiste MAURIN, Madame Pascale ROUX, Madame Servane CRUSSIÈRE, Monsieur Guillaume MARI, Monsieur Stéphane GOMOT, Madame Charlee DA TOS, Monsieur Maxime ROSSELIN, Monsieur Marik FETOUH, Monsieur Thomas CAZENAVE, Madame Evelyne CERVANTES-DESCUBES,

Actualisation du Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) constitué de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) et du Complément Indemnitaires Annuel (CIA)

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville est engagée par un contrat de progrès social (CPS) signé avec les partenaires sociaux en 2020, portant sur la période 2020-2026 et concernant principalement la revalorisation pluri annuelle des montants de l'IFSE versés aux agents éligibles au dispositif du RIFSEEP.

Poursuivant des enjeux d'égalité, de reconnaissance et d'attractivité des métiers, la Ville a souhaité, dès 2023, aller au-delà des engagements financiers initiaux inscrits dans ce CPS afin de l'étendre non seulement aux agents du CCAS éligibles au RIFSEEP mais également aux agents municipaux non éligibles au RIFSEEP et bénéficiant des autres dispositifs indemnitaires.

C'est ainsi que, dans le cadre des réflexions soutenues avec les organisations syndicales et en lien constant avec les directions opérationnelles de la collectivité, **une programmation pluriannuelle 2024-2026 a été définie répondant à des enjeux sociaux et RH majeurs** et portant notamment :

- La revalorisation des régimes indemnitaires versés à l'ensemble des agents municipaux et du CCAS
- La valorisation des fonctions d'encadrement, la reconnaissance de l'encadrement d'agents non permanents, des métiers à sujétions particulières et des métiers en tension
- L'évolution des seuils de la participation employeur pour le dispositif de prévoyance
-

Les principales mesures applicables pour l'année 2024 et qui sont déclinées au sein de plusieurs délibérations jointes, portent sur :

- La poursuite des revalorisations des montants du RIFSEEP issues du contrat de progrès social révisées en 2023 avec l'alignement des filières
- La revalorisation de tous les postes d'encadrement de la Ville et du CCAS, toutes catégories et toutes filières confondues

- La revalorisation de la filière d'enseignement artistique avec l'atteinte du plafond de la part fixe et variable de l'ISOE versée aux PEA et AEA et la mise en place des heures supplémentaires d'enseignement
- La revalorisation des agents de catégorie C de la filière de la police municipale
- La poursuite du travail de simplification et lisibilité de la délibération relative au RIFSEEP

Dans la suite des engagements ambitieux portés en 2023 qui se sont traduits notamment par une délibération relative au RIFSEEP assise sur une enveloppe de 2 millions d'euros en année pleine, cette nouvelle phase 2024 se caractérise par une enveloppe budgétaire revalorisée une nouvelle fois par rapport aux engagements initiaux inscrits au contrat de progrès social, pour atteindre un montant total de 1,2 million d'euros en année pleine au titre des mesures 2024.

Les dispositions relatives aux revalorisations indemnitaires du RIFSEEP, de l'IAT de la filière de la police municipale et de l'ISOE de la filière de l'enseignement artistique seront applicables à compter du 1^{er} septembre 2024 à la Ville de Bordeaux et au CCAS.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'avis des membres du comité social territorial a été requis sur ce dossier.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, si tel est votre avis d'adopter les termes de la délibération suivante :

Le conseil municipal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime

indemnitair^e tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n°2017-901 du 09 mai 2017 relatif à la revalorisation des cadres d'emplois de la catégorie B à caractère socio-éducatif de la filière sociale de la fonction publique territoriale prévue dans le cadre de la mise en œuvre du protocole relatif à la modernisation des Parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (P.P.C.R.) et à l'avenir de la Fonction publique,

VU le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

VU les décrets n°2020-1174 et 2020-1175 du 25 septembre 2020 relatifs à la création de deux nouveaux cadres d'emplois de catégorie A dans la filière médico-sociale (pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale territoriaux et masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux) et modifiant le cadre d'emplois de catégorie B des Techniciens paramédicaux à compter du 1er octobre 2020,

VU l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-51³ du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions^S du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outremer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions,

de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques,

VU l'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des

ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU la circulaire NOR : RFFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU la délibération D-92-213 en date du 26 juin 1992 relative à la ristourne au personnel chargé de la perception des droits de places,

VU la délibération D-2012/407 du 16 juillet 2012 relative au régime indemnitaire de la Ville de Bordeaux,

VU la délibération D-2012/707 du 17 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire de la Ville de Bordeaux,

VU la délibération D-2016/48 du 22 février 2016 relative aux éléments de rémunération, régime indemnitaire et avantages acquis,

VU la délibération D-2016/251 du 11 juillet 2016 relative aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et ingénieurs en chef territoriaux. Régime indemnitaire de grade,

VU la délibération D-2016/386 du 24 octobre 2016 relative à la création d'une sujétion pour les responsables de sites des écoles municipales,

VU la délibération D-2016/484 du 12 décembre 2016 relative au régime indemnitaire des agents des cadres d'emplois des administrateurs et des attachés territoriaux de la Ville de Bordeaux,

VU la délibération D-2017/366 du 9 octobre 2017 relative à la mise en place

d'un régime indemnitaire spécifique de « maintien de salaire » en faveur des agents de la Ville de Bordeaux,

VU la délibération D-2017/439 du 20 novembre 2017 relative à la création d'un régime indemnitaire à titre provisoire au grade d'Attaché Territorial hors classe,

VU la délibération D-2017/520 du 18 décembre 2017 relative à la création d'un régime indemnitaire à titre provisoire aux grades d'Attaché territorial de conservation principal et Bibliothécaire territorial principal,

VU la délibération D-2017/521 du 18 décembre 2017 portant complément à la délibération relative au régime indemnitaire des Ingénieurs territoriaux et Ingénieurs territoriaux en chef,

VU la délibération D-2018/209 du 9 juillet 2018 relative à la mise en œuvre du Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) aux agents de la Ville de Bordeaux au 1^{er} septembre 2018,

VU la délibération D-2018/510 du 17 décembre 2018 relative à l'application du Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) au cadre d'emplois des Médecins territoriaux,

VU la délibération D-2019/104 du 25 mars 2019 relative à la création d'un régime indemnitaire provisoire aux grades du cadre d'emplois des Educateurs territoriaux de jeunes enfants,

VU la délibération D-2019/332 du 08 juillet 2019 relative à l'application du Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux en chef,

VU la délibération D-2020-143 du 23 juillet 2020 relative au Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) applicable au 01 septembre 2020,

VU la délibération D-2021-20 du 26 janvier 2021 relative au Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement

Professionnel (RIFSEEP) du cadre d'emplois des Techniciens paramédicaux de catégorie A (pédicures podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale),

VU le jugement N° 1805383 en date du 06 octobre 2020 rendu par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU la délibération D-2021-158 du 4 mai 2021 relative au Régime Indemnitare de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) applicable au 01 juin 2021,

VU la délibération D-2022-224 du 12 juillet 2022 relative au Régime Indemnitare de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) applicable au 01 septembre 2022,

VU la délibération D-2022-346 du 1er décembre 2022 relative au Régime Indemnitare de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

VU la délibération 2023-207 du 11 juillet 2023 relative au Régime Indemnitare de Fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) ;

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 14 juin 2024 relatif à l'application du RIFSEEP aux agents de la Ville de Bordeaux,

VU le tableau des effectifs en vigueur,

DECIDE

-

Article 1 : d'adopter les principes directeurs du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des agents municipaux exposés ci-après.

Article 2 : d'adopter les dispositions en annexe.

Article 3 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et aux budgets annexes de la ville de Bordeaux.

Article 4 : La présente délibération prend effet à compter du 1er septembre 2024.

-

RIFSEEP
Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement
professionnel

PRINCIPES DIRECTEURS

Le RIFSEEP ou régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, est le régime indemnitaire de référence mis en œuvre depuis septembre 2018 au fur et à mesure des parutions des textes réglementaires et qui a remplacé la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique d'Etat. Selon un principe de parité, ce nouveau dispositif indemnitaire est transposé dans la fonction publique territoriale.

Le RIFSEEP a été créé par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié par le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016. Ses modalités de mise en œuvre sont exposées dans la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014.

Les textes posent le principe d'une mise en œuvre progressive du RIFSEEP entraînant un passage à ce nouveau régime indemnitaire à plusieurs dates successives, selon les corps de la fonction publique de l'Etat et par voie de conséquence, leurs cadres d'emplois homologues de la fonction publique territoriale.

Le dispositif est composé de deux primes :

- ✓ L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), part obligatoire, versée mensuellement

- ✓ Le complément indemnitaire annuel (CIA), part facultative à titre individuel

Plusieurs principes directeurs ont été posés pour mettre en œuvre le RIFSEEP à la Ville de Bordeaux.

- ✓ La structure du RIFSEEP est basée sur l'organigramme voté.

Des groupes de fonctions sont déterminés au regard du cadre d'emplois détenu par l'agent, du poste occupé, de son niveau hiérarchique.

- ✓ Le déploiement du dispositif RIFSEEP tend vers une harmonisation des filières dans le but de réduire les écarts de régimes indemnitaires et de valoriser de façon identique des niveaux de postes équivalents.

- ✓ Le RIFSEEP est octroyé aux agents stagiaires, titulaires et contractuels de droit public (sur emploi permanent).

- ✓ Les critères de sujétion et d'expertise qui sont éventuellement attachés au poste sont strictement définis et numériquement limités.

- ✓ L'institution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est confirmée dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat.

Le CIA est attribué aux agents titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels permanents de droit public recrutés sur des postes permanents.

Le CIA est une part facultative liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Le montant est défini dans la limite des plafonds autorisés.

Les éventuelles attributions individuelles seront comprises entre 0% et 100 % du montant maximal fixé pour chaque groupe de fonction de chaque cadre d'emplois.

Sa reconduction n'est pas systématique et son montant peut varier d'une année sur l'autre.

Pour chaque cadre d'emplois, les tableaux des montants plafonds annuels bruts sont portés en annexe ³.

I. L'INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

A. ELEMENTS DE DEFINITION DE L'IFSE

1. L'IFSE

Dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, a été instituée une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions. Cette indemnité est liée au poste de l'agent, à son expérience professionnelle et repose sur les critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2. Détermination des groupes de fonctions et des montants minima et maxima

Pour chaque filière et cadre d'emplois concernés par le RIFSEEP, les postes inscrits au tableau des effectifs sont répartis au sein de différents groupes de fonctions au vu des principes directeurs et des critères professionnels précédemment cités.

Le montant de l'IFSE est constitué :

- D'un niveau socle correspondant au niveau collaborateur ;
- Puis d'une valorisation tenant compte de la reconnaissance des responsabilités hiérarchiques suivants : emploi fonctionnel, adjoint.e au.à la directeur.rice général.e, directeur.rice ou directeur.rice de mission, directeur.rice adjoint.e, responsable de service ou de mission, responsable de centre, responsable d'unité et responsable d'équipe, collaborateur.
- L'encadrement d'agents contractuels non permanents de manière récurrente et tout au long de l'année (hors stagiaires et contrats d'apprentissage) peut ouvrir droit à une valorisation dans le cadre de la prise en compte d'une responsabilité hiérarchique.

Ces niveaux hiérarchiques sont identifiables au travers des différentes unités fonctionnelles détaillées dans l'organigramme de la Ville de Bordeaux.

La reconnaissance des responsabilités hiérarchiques sont établis selon les montants associés suivants :

	Resp. Equipe	Resp. Unité	Resp. Centre	Resp. Service	Directeur adjoint	Directeur	ADG	Emploi fonctionnel
Montant mensuel	85 €	140 €	200 €	380 €	480 €	630 €	880 €	1 060 €

À chaque groupe de fonction ainsi déterminé, pour chaque cadre d'emplois, un montant de référence mensuel brut est versé, dans la limite des montants plafonds applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Pour chaque cadre d'emplois, les tableaux des montants de référence mensuels sont portés en annexe 1.

Le montant d'IFSE attribué par arrêté est modulable individuellement dans la limite des plafonds précisés par arrêté ministériel.

Les dispositions pour les agents faisant fonction :

Un faisant fonction est un agent fonctionnaire qui exerce une fonction sur un poste relevant d'un cadre d'emploi supérieur à celui dont il est titulaire.

L'agent faisant fonction reçoit un complément d'IFSE, sous la forme d'un RI spécifique faisant fonction, correspondant au différentiel entre son IFSE et l'IFSE du cadre d'emplois correspondant au poste occupé.

L'indemnité est versée pour la durée effective de la période de faisant fonction.

3. Définition des sujétions et expertises spécifiques, attachées au poste et liées au métier exercé par les agents ou leur cycle de travail

Les sujétions et expertises spécifiques sont définies en raison du poste occupé, du métier exercé par les agents et/ou de leur cycle de travail.

Elles sont identifiées sur la fiche de poste et donnent lieu à une valorisation financière dans le cadre de l'IFSE.

- Fixation des montants liés aux expertises et aux sujétions

Les différents montants mensuels bruts valorisant les expertises et les sujétions attachées au poste sont présentés en annexe 2.

- Sujétions liées au cycle de travail

⇒ Sujétion 1 (S1) : Grande variabilité et contraintes horaires imposées par le poste.

Cette sujétion est attachée à des postes déterminant des cycles de travail en weekend et/ ou de nuit (de 22h à 7h)

Un montant forfaitaire mensuel brut est attribué aux agents occupant les postes y ouvrant droit.

Les périmètres d'activité et les montants alloués relatifs à la sujétion S1 sont fixés dans l'annexe 2.

⇒ Sujétion 2 (S2) : Sujétions versées en fonction du travail effectivement réalisé et d'un état de service fait

Les agents chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des incommodités subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées peuvent bénéficier d'une indemnité dont le montant varie selon la nature des risques encourus.

Les prestations correspondant à la sujétion 2 sont rémunérées par le biais de l'IFSE en fonction d'un état de service fait validé par la hiérarchie et selon des montants et des

modalités fixés dans l'annexe 2.

⇒ Sujétion 3 (S3) : Intérim d'encadrement

Pendant le temps de l'intérim exercé et selon les conditions prévues pour la sujétion 3, l'agent perçoit un complément d'IFSE correspond au montant de l'IFSE d'encadrement du poste dont il assure l'intérim, diminué le cas échéant de l'IFSE d'encadrement dont il bénéficie.

Un montant forfaitaire de 50€ brut par mois d'interim pourra être versé à niveau d'encadrement équivalent (à titre d'illustration : l'interim d'un responsable de service réalisé par un autre responsable de service).

⇒ Sujétion 4/ Sujétions liées au poste occupé, aux missions exercées ou à l'affectation du poste (S4)

Les différentes sujétions sont détaillées en annexe.

- Expertises attachées au poste

⇒ Expertise 2 (2) : Poste à technicité rare et difficile à pourvoir

L'expertise E2 détermine l'attribution de montants forfaitaires pour valoriser les postes à technicité rare et en tension sur le marché de l'emploi des secteurs publics et privés.

La liste des postes concernés par l'expertise E2 peut être révisée annuellement par l'administration en fonction de l'évolution de la tension en matière de recrutement.

Un montant forfaitaire mensuel brut est attribué aux agents occupant un poste attaché à l'expertise E2.

Les montants correspondants à cette expertise sont listés dans l'annexe 2.

⇒ Expertise 3 (E3) : Régisseur d'avances et de recettes

Un montant forfaitaire mensuel brut est attribué aux régisseurs d'avances et de recettes

titulaires en fonction du montant de la régie dont ils sont responsables.

En cas d'absence prolongée supérieure à deux mois consécutifs (notamment pour raisons de santé) du régisseur titulaire, les régisseurs d'avances et de recettes par intérim perçoivent, sur la durée de leur intérim, un montant forfaitaire mensuel brut identique à celui du régisseur titulaire qu'ils remplacent. Sur la période de l'intérim, les montants forfaitaires mensuels bruts octroyés au régisseur titulaire sont suspendus.

Les postes sont identifiés par arrêté de régie et les montants concernés par cette expertise sont listés dans l'annexe 2 du présent document.

B. BENEFICIAIRES DE L'IFSE

L'I.F.S.E. est instituée pour les postes occupés par les :

Ø Agents titulaires et stagiaires,

Ø

Ø Agents contractuels de droit public recrutés sur les articles :

- L.332-14 (emploi permanent pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire)
- L.332-8-1°(lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires territoriaux susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes)
- L.332-8-2°(lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient),
- L332-24 (contrat de projet)
- L332-4 (contrat RQTH)
 - Ø Agents occupant un emploi fonctionnel
 - Ø Collaborateurs de cabinet,
 - Ø Collaborateurs de groupe d'élus.

Toutefois, ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération :

- Ø Les agents contractuels de droit privé (contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, emplois aidés),
- Ø Les contrats d'apprentissage,

Les agents vacataires,

Ø

Ø Les agents contractuels de droit public recrutés sur les articles :

- L.332-23-2° : *accroissement saisonnier d'activité*
- L.332-23-1° accroissement temporaire d'activité
- L.332-13 : remplacement temporaire

C. MODALITÉS DE MAINTIEN OU DE MODULATION DE L'IFSE

1. Les conditions de réexamen du montant de l'IFSE

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen, sans nécessaire revalorisation :

Ø En cas de changement de fonctions,

Ø Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),

2. Les conditions de maintien du montant de l'IFSE

Dans les situations de mobilités internes à l'initiative de l'employeur (mobilité dite « contrainte ») vers un poste relevant d'un groupe de fonction de niveau inférieur, le montant de l'IFSE pourra faire l'objet d'un maintien pour une durée d'un an en lieu et place des indemnités de sujétions et expertises attachées au poste d'origine qui ne sont plus exercées. Un régime différentiel sera alors versé à l'agent pendant cette période. Au bout d'un an, ce RID ne pourra être maintenu et l'IFSE perçue correspondra au niveau du groupe de fonction exercé par l'agent.

Dans les situations de mobilités internes volontaires vers un poste relevant d'un groupe de fonction de niveau inférieur, l'IFSE perçu par l'agent, correspondra au montant d'IFSE de son nouveau groupe de fonction. Aucun régime indemnitaire différentiel ne pourra être versé pour maintenir son niveau d'IFSE précédent y compris les montants liés aux sujétions et expertises

attachées au poste antérieurement occupé pour toute mobilité vers un poste n'y ouvrant pas droit.

3. Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE dans certaines situations de congés.

Le montant du régime indemnitaire suit le sort du traitement en cas de placement en congé de m^{aladie}.

En complément, pour les congés de maladie dont le fait générateur est antérieur à la mise en œuvre du contrat de Prévoyance obligatoire à la Ville de Bordeaux au 1er janvier 2024, un abattement sur le régime indemnitaire restant est appliqué de la manière suivante :

- En cas de congé de maladie ordinaire, le régime indemnitaire est abattu :
 - de 15 % à partir du 91ème jour pour les agents comptant plus de 90 jours d'absence au cours des douze derniers mois
 - de 25 % à partir du 181ème jour pour les agents comptant plus de 180 jours d'absence au cours des douze derniers mois.
- En cas de congé de longue maladie ou de longue durée, de grave maladie, le régime indemnitaire sera diminué de moitié.

4. Principe de maintien de rémunération

Sur appréciation de l'administration et notamment dans certains cas particuliers de recrutement, un régime indemnitaire différentiel individualisé (RID) pourra être proposé afin de garantir a minima un maintien de rémunération brute globale.

Le montant du régime indemnitaire différentiel individualisé sera revu à la baisse à chaque fois que le régime indemnitaire progressera jusqu'à disparition de ce régime indemnitaire différentiel. Le montant du régime indemnitaire différentiel individualisé ne subira pas d'impact en cas d'évolution de progression indiciaire ou tous autres éléments de rémunération hors régime indemnitaire.

En cas d'évolution vers un poste d'un groupe de fonction supérieur, le RID acquis au moment du recrutement ne sera pas impacté.

II. LES RÈGLES DE CUMUL DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

L'IFSE et le complément indemnitaire annuel (CIA) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

A. LE RIFSEEP REMPLACE pour tous les cadres d'emplois éligibles :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfetures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,
- L'indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine,
- L'indemnité scientifique des conservateurs du patrimoine,
- L'indemnité de performance et de fonction des ingénieurs en chef,
- L'indemnité de sujétion des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse,
- L'indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques,
- La prime de technicité forfaitaire du personnel de bibliothèque,
- La prime de sujétion spéciale des personnels de surveillance et d'accueil,
- L'IFRR des directeurs d'enseignement artistique,
- L'IFRSTS des conseillers socio-éducatifs, des assistants socio-éducatifs et des éducateurs de jeunes enfants,
- L'indemnité de risque et de sujétion spéciale des psychologues,
- L'indemnité spéciale des médecins,
- L'indemnité de technicité des médecins,
-

- L'indemnité de sujétions spéciales des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime d'encadrement des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime de service des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime forfaitaire mensuelle des auxiliaires de soins ou de puériculture,
- La prime spéciale de sujétions des auxiliaires de puériculture ou de soins,
- La prime spécifique des grades relevant de la filière Sanitaire et Sociale,
- La prime spéciale de début de carrière des infirmiers et des puéricultrices.

B. LE RIFSEEP EST CUMULABLE AVEC

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes),
- L'arrêté en date du 27 août 2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000,
- L'indemnité de panier,
- L'indemnité de permanence,
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime spéciale d'installation,
- L'indemnité de changement de résidence,

- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE),
- L'indemnité de recensement,
- L'indemnité de départ volontaire,
- Les avantages collectivement acquis conformément à l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 continuent à s'appliquer dans les mêmes conditions que prévues par la délibération n° 2016/48 du 22 février 2016,
- La Nouvelle Bonification Indiciaire,
- Les avantages en nature liés à l'attribution d'un logement de fonction.

III. DATE D'EFFET ET MODALITES D'ATTRIBUTION

A. DATE D'EFFET

La présente délibération prend effet le 1er septembre 2024.

B. MODALITES ET PERIODICITE DE VERSEMENT

- ∅ L'IFSE est versée mensuellement.
- ∅ Son montant mensuel brut est proratisé en fonction du temps de travail.
- ∅ Le CIA fait l'objet d'un versement annuel ou semestriel selon un montant annuel brut.
- ∅ L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du CIA décidée par l'autorité territoriale, fait l'objet d'un arrêté individuel.

C. GARANTIE DES AGENTS EXERCANT UNE ACTIVITE SYNDICALE

Les modalités d'attribution de l'IFSE et du CIA pour les agents exerçant une activité syndicale seront appliquées conformément au décret n° 2017-14-19 du 28 septembre 2017.

IV. MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

L'institution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est confirmée dans la limite des

textes applicables à la Fonction Publique d'Etat.

Il peut être attribué aux agents titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public recrutés sur des postes permanents.

Le CIA est une part facultative liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Le montant est défini dans la limite des plafonds autorisés.

Les éventuelles attributions individuelles seront comprises entre 0% et 100 % du montant maximal fixé pour chaque groupe de fonction de chaque cadre d'emplois.

Sa reconduction n'est pas systématique et son montant peut varier d'une année sur l'autre.

Pour chaque cadre d'emplois, les tableaux des montants plafonds annuels bruts sont portés en annexe 3.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE COMMUNISTE
ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Fait et Délibéré à Bordeaux, le 9 juillet 2024

P/EXPEDITION CONFORME,

Madame Delphine JAMET

SOMMAIRE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableaux des montants de référence mensuels bruts et des montants plafonds annuels bruts de l'IFSE par cadre d'emplois :

> au 01 SEPTEMBRE 2024

ANNEXE 2 : Fixation des montants mensuels bruts liés aux expertises et aux sujétions valorisant le montant de l'IFSE

ANNEXE 3 : Tableaux des montants plafonds annuels bruts de CIA

ANNEXE 1

**VILLE DE BORDEAUX
TABLEAUX DES MONTANTS DE REFERENCE MENSUELS BRUTS ET DES MONTANTS PLAFONDS
ANNUELS BRUTS DE L'IFSE PAR CADRE D'EMPLOIS
AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2024**

Le montant d'IFSE attribué est modulable individuellement, dans la limite des plafonds.

CATEGORIE A+

CADRE D'EMPLOIS DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Emploi fonctionnel	2610 €	2610 €	63000 €	63000 €
2	Adjoint au Directeur Général.	2430 €	2430 €	57200€	57200 €
3	Directeur, Directeur de mission	2180 €	2180 €	57200€	57200 €
4	Directeur adjoint	2030 €	2030 €	51200 €	51200 €
5	Responsable de service, de mission	1930 €	1930 €	51200 €	51200 €
6	Responsable de centre	1750 €	1750 €	45400 €	45400 €
7	Collaborateur	1 550 €	1 550 €	45400 €	45400 €

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Emploi fonctionnel	2310 €	2310 €	57120 €	42 840 €
2	Adjoint au Directeur Général.	2130 €	2130 €	49 980 €	37 490 €
3	Directeur, Directeur de mission	1880 €	1880 €	49 980 €	37 490 €
4	Directeur adjoint	1730 €	1730 €	46 920 €	35 190 €
5	Responsable de service, de mission	1630 €	1630 €	46 920 €	35 190 €
6	Responsable de centre	1450 €	1450 €	42 330 €	31 750 €
7	Collaborateur	1 250 €	1 250 €	42 330 €	31 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Emploi fonctionnel	1960 €	1960 €	55200 €	34090 €
2	Adjoint au Directeur Général.	1730 €	1730 €	47400 €	29270 €
3	Directeur, Directeur de mission	1530 €	1530 €	47400 €	29270 €
4	Directeur adjoint	1380 €	1380 €	40530 €	25030 €
5	Responsable de service, de mission	1280 €	1280 €	40530 €	25030 €
6	Responsable de centre	1000 €	1000 €	37000 €	22848 €
7	Collaborateur	900 €	900 €	37000 €	22848 €

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DES BIBLIOTHEQUES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Emploi fonctionnel	1960 €	1960 €	34000 €	34000 €
2	Adjoint au Directeur Général.	1730 €	1730 €	31450 €	31450 €
3	Directeur, Directeur de mission	1530 €	1530 €	31450 €	31450 €
4	Directeur adjoint	1380 €	1380 €	29750 €	29750 €
5	Responsable de service, de mission	1280 €	1280 €	29750 €	29750 €
6	Responsable de centre	1000 €	1000 €	29750 €	29750 €
7	Collaborateur	900 €	900 €	29750 €	29750 €

CADRE D'EMPLOIS DES MEDECINS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	1520 €	1520 €	43 180 €	43 180 €
2	Responsable de centre	1340 €	1340 €	38 250 €	38 250 €
3	Responsable d'unité	1280 €	1280 €	29 495 €	29 495 €
4	Collaborateur	1170 €	1170 €	29 495 €	29 495 €

CATEGORIE A

CADRE D'EMPLOIS : DES ATTACHES TERRITORIAUX ET DES SECRETAIRES DE MAIRIE

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	36210 €	22310 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	36210 €	22310 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	32130€	17205 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	25500 €	14320 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	20400 €	11160 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	20400€	11160 €

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1540 €	1540 €	46 920 €	32 850€
2	Directeur adjoint	1390 €	1390 €	46 920 €	32 850€
3	Responsable de service / de mission	1290 €	1290 €	40 290€	28 200 €
4	Responsable de centre	1110 €	1110 €	36 000€	25 190 €
5	Responsable d'unité	1050 €	1050 €	31 450 €	22 015 €
6	Collaborateur	910 €	910 €	31 450 €	22 015 €

CADRE D'EMPLOIS DES DIRECTEURS DES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	36 210 €	22 310 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	36 210 €	22 310 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	32 130 €	17 205 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	25 500€	14 320€
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	20 400 €	11 160€
6	Collaborateur	770 €	770 €	20 400 €	11 160€

CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHES TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	29750 €	29750 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	29750 €	29750 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	27200 €	27200 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	27200 €	27200 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	27200 €	27200 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	27200 €	27200 €

CADRE D'EMPLOIS DES BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	29750 €	29750 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	29750 €	29750 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	27200 €	27200 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	27200 €	27200 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	27200 €	27200 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	27200 €	27200 €

CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX TERRITORIAUX ET SAGES FEMMES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	25500 €	25500 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	25500 €	25500 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	20400 €	20400€
4	Responsable de centre	970 €	970 €	20400 €	20400 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	20400 €	20400 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	20400 €	20400 €

CADRE D'EMPLOIS DES PSYCHOLOGUES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	25500 €	25500 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	25500 €	25500 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	20400€	20400€
4	Responsable de centre	970 €	970 €	20400€	20400€
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	20400€	20400€
6	Collaborateur	770 €	770 €	20400€	20400€

CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GENERAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	19 480 €	19 480 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	19 480 €	19 480 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	15 300 €	15 300 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	15 300 €	15 300 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	15 300 €	15 300 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	15 300 €	15 300 €

CADRE D'EMPLOIS DES PUERICULTRICES TERRITORIALES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	19 480 €	19 480 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	19 480 €	19 480 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	15 300 €	15 300 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	15 300 €	15 300 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	15 300 €	15 300 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	15 300 €	15 300 €

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	25500 €	25500 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	25500 €	25500 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	20400€	20400€
4	Responsable de centre	970 €	970 €	20400€	20400€
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	20400€	20400€
6	Collaborateur	770 €	770 €	20400€	20400€

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	19 480 €	19 480 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	19 480 €	19 480 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	15 300 €	15 300 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	15 300 €	15 300 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	15 300 €	15 300 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	15 300 €	15 300 €

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1166 €	1166€	14000€	14000€
2	Directeur adjoint	1160 €	1160€	14000€	14000€
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	14000 €	14 000 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	13000€	13000€
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	13000€	13000€
6	Responsable d'équipe	855€	855€	13000 €	13000€
6	Collaborateur	770 €	770 €	13000 €	13000€

CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX ET DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	25500 €	25500 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	25500 €	25500 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	20400 €	20400 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	20400 €	20400 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	20400 €	20400 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	20400 €	20400 €

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	25500 €	25500 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	25500 €	25500 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	20400 €	20400 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	20400 €	20400 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	20400 €	20400 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	20400 €	20400 €

CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEURS D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALES TERRITORIAUX ET PSYCHOMOTRICIENS

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	19 480 €	19 480 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	19 480 €	19 480 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	15 300 €	15 300 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	15 300 €	15 300 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	15 300 €	15 300 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	15 300 €	15 300 €

**CADRE D'EMPLOIS DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, ET ORTHOPHONISTES
TERRITORIAUX**

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	1400 €	1400 €	19 480 €	19 480 €
2	Directeur adjoint	1250 €	1250 €	19 480 €	19 480 €
3	Responsable de service / de mission	1150 €	1150 €	15 300 €	15 300 €
4	Responsable de centre	970 €	970 €	15 300 €	15 300 €
5	Responsable d'unité	910 €	910 €	15 300 €	15 300 €
6	Collaborateur	770 €	770 €	15 300 €	15 300 €

CATEGORIE B

CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	945 €	669 €	17 480 €	8 030 €
2	Responsable de centre	765 €	601 €	16 015 €	7 220 €
3	Responsable d'unité	705 €	555 €	14 650 €	6 670 €
4	Responsable d'équipe	650 €	555 €	14 650 €	6 670 €
5	Collaborateur	565 €	555 €	14 650 €	6 670 €

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	945 €	945 €	19660 €	13760 €
2	Responsable de centre	765 €	765 €	18580 €	13005 €
3	Responsable d'unité	705 €	705 €	17500 €	12250 €
4	Responsable d'équipe	650 €	650 €	17500 €	12250 €
5	Collaborateur	565 €	565 €	17500 €	12250 €

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	945 €	945 €	16720 €	16720 €
2	Responsable de centre	765 €	765 €	14960 €	14960 €
3	Responsable d'unité	705 €	705 €	14960 €	14960 €
4	Responsable d'équipe	650 €	650 €	14960 €	14960 €
5	Collaborateur	565 €	565 €	14960 €	14960 €

CADRE D'EMPLOIS DES ANIMATEURS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	945 €	669 €	17 480 €	8 030 €
2	Responsable de centre	765 €	601 €	16 015 €	7 220 €
3	Responsable d'unité	705 €	555 €	14 650 €	6 670 €
4	Responsable d'équipe	650 €	555 €	14 650 €	6 670 €
5	Collaborateur	565 €	555 €	14 650 €	6 670 €

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	945 €	669 €	17 480 €	8 030 €
2	Responsable de centre	765 €	601 €	16 015 €	7 220 €
3	Responsable d'unité	705 €	555 €	14 650 €	6 670 €
4	Responsable d'équipe	650 €	555 €	14 650 €	6 670 €
5	Collaborateur	565 €	555 €	14 650 €	6 670 €

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	750 €	429 €	9000 €	5150 €
2	Responsable de centre	735 €	429 €	9000 €	5150€
3	Responsable d'unité	675 €	429 €	9000 €	5150 €
4	Responsable d'équipe	620 €	405€	8010 €	4860 €
5	Collaborateur	565 €	405 €	8010 €	4860 €

CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE TERRITORIALES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	750 €	429 €	9000 €	5150 €
2	Responsable de centre	735 €	429 €	9000 €	5150 €
3	Responsable d'unité	675 €	429€	9000 €	5150 €
4	Responsable d'équipe	620 €	405€	8010 €	4860 €
5	Collaborateur	565 €	405 €	8010 €	4860 €

CADRE D'EMPLOIS DES AIDES SOIGNANTS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	750 €	429 €	9000 €	5150 €
2	Responsable de centre	735 €	429 €	9000€	5150€
3	Responsable d'unité	675 €	429 €	9000 €	5150 €
4	Responsable d'équipe	620 €	405€	8010 €	4860 €
5	Collaborateur	565 €	405 €	8010 €	4860 €

CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS TERRITORIAUX DE CATEGORIE B

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Directeur, Directeur de mission	750 €	429 €	9000€	5150 €
2	Responsable de service / de mission	750 €	429 €	9000 €	5150 €
3	Responsable de centre	750 €	429 €	9000 €	5150 €
4	Responsable d'unité	750 €	429 €	9000 €	5150 €
5	Collaborateur	735 €	429 €	9000 €	5150 €

CADRE D'EMPLOIS DES MONITEURS EDUCATEURS ET INTERVENANTS FAMILIAUX TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de service / de mission	750 €	429 €	9000 €	5150 €
2	Responsable de centre	735 €	429 €	9000€	5150€
3	Responsable d'unité	675 €	429 €	9000 €	5150 €
4	Responsable d'équipe	620 €	405€	8010 €	4860 €
5	Collaborateur	565 €	405 €	8010 €	4860 €

CATEGORIE C

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	545 €	545 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	485 €	485 €	10 800 €	6 750 €
3	Responsable d'équipe	430 €	430 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	345 €	345 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	545 €	545 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	485 €	485 €	10 800 €	6 750 €
3	Responsable d'équipe	430 €	430 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	345 €	345 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	585 €	585 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	525 €	525 €	11 340 €	7 090 €
3	Responsable d'équipe	470 €	470 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	385 €	385 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	545 €	545 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	485 €	485 €	10 800 €	6 750 €
3	Responsable d'équipe	430 €	430 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	345 €	345 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	545 €	545 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	485 €	485 €	10 800 €	6 750 €
3	Responsable d'équipe	430 €	430 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	345 €	345 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	595 €	590 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	535 €	535 €	11 340 €	7 090 €
3	Responsable d'équipe	480 €	480 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	395 €	395 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	595 €	590 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	535 €	535 €	11 340 €	7 090 €
3	Responsable d'équipe	480 €	480 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	395 €	395 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	545 €	545 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	485 €	485 €	10 800 €	6 750 €
3	Responsable d'équipe	430 €	430 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	345 €	345 €	10 800 €	6 750 €

CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE SOINS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		INDEMNITE DE FONCTIONS DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)			
		Montant de référence indicatif (mensuel brut)		Montant plafond annuel brut	
		Non logé	Logé	Non logé	Logé
1	Responsable de centre	545 €	545 €	11 340 €	7 090 €
2	Responsable d'unité	485 €	485 €	10 800 €	6 750 €
3	Responsable d'équipe	430 €	430 €	10 800 €	6 750 €
4	Collaborateur	345 €	345 €	10 800 €	6 750 €

ANNEXE 2

VILLE DE BORDEAUX

FIXATION DES MONTANTS MENSUELS BRUTS LIES AUX EXPERTISES ET AUX SUJETIONS VALORISANT LE MONTANT DE L'IFSE 1^{er} septembre 2024

Les montants de valorisation octroyés dans le cadre de l'IFSE et liés aux sujétions et expertises identifiées sur la fiche de poste sont déterminés comme suit :

SUJETIONS ATTACHÉES AU CYCLE DE TRAVAIL

I - **Sujétion 1 (S1)** : Grande variabilité et contraintes horaires imposées par le poste

<u>Modalités / Périmètre</u>	<u>Montant mensuel brut</u>
Travail de nuit / le dimanche / horaires décalés en 3/8	210 €
Travail 3 weekend sur 4	200 €
Salle des fêtes du grand parc. Travail 2,6 weekend sur 4 (190 €
Travail le weekend (1), la nuit (2) ou en 2/8	80 €
<u>Bibliothèque (Cat A, B ou C) : à retirer de cette rubrique, sujétion pas liée au cycle de travail</u>	
Dimanche travaillé	180 €

(1) Sont exclus les cycles qui ont un régime de travail dont la récurrence est inférieure ou égale à 1 week-end sur 5

(2) de 22h à 5 h ou autre période de 7 heures consécutives comprises entre 22h et 7h (cf. § III - Sujétion S1)

II - **Sujétion 2 (S2)** : Sujétions versées en fonction du travail effectivement réalisé

Les montants versés dans le cadre de la sujétion S2 sont octroyés aux agents occupant des postes selon les prestations et les montants ci-dessous :

- Sujétion pour travaux dangereux, insalubres, inconfortables ou salissants.

Le montant versé au titre de la sujétion S2 Travaux dangereux, insalubres, inconfortables ou salissants est calculé par référence à un taux de base affecté d'un coefficient de pondération variant selon la nature des travaux et leur classification, Le montant est fixé pour 1/2 journée de travail effectif.

Selon la catégorie et le type de travail dangereux insalubre, inconfortable ou salissant, il peut être alloué 0,5, 1, 1,75 ou 2 fois le taux de base.

Les travaux sont classés dans les trois catégories ci-après :

CATEGORIE ET DESIGNATION	Taux de base
1ère catégorie : Travaux présentant des risques d'accident corporel ou de lésion organique	1,03 €
2ème catégorie Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination	0,31 €
3ème catégorie Travaux incommodes ou salissants	0,15 €

Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (1re catégorie)

Travaux	Nombre de base	Montant en €
Opérations employant des liants hydrocarbonés à haute température	2 taux	2,06
Travaux comportant des déplacements sur parois verticales ou très pentues nécessitant l'emploi de techniques d'escalade	2 taux	2,06
Utilisation de carotteuses de chaussées ou de sondeuses-carotteuses de sols	2 taux	2,06
Utilisation d'appareils à radio-isotopes (gamma neutron).	2 taux	2,06
Recherches sous-marines (travaux de)	2 taux	2,06
Désobusages et de bombages (travaux de)	2 taux	2,06
Plongée effectuée à l'aide d'un scaphandre autonome ou d'un scaphandre lourd	2 taux	2,06
Manipulation et mise en oeuvre d'explosifs	2 taux	2,06
Identification en laboratoire du germe de la brucellose bovine, ovine ou caprine	2 taux	2,06
Récolte de prélèvement aux fins d'analyse ou de diagnostic du germe de la brucellose	2 taux	2,06
Examen de salubrité, à l'abattoir, des bovins, ovins, caprins reconnus atteints de brucellose bovine	2 taux	2,06
Examen de salubrité, à l'abattoir, des animaux abattus d'urgence pour cause de maladie	2 taux	2,06
Travaux exécutés en environnement bruyant (niveau supérieur ou égal à 85 dB)	1 taux ³ / ₄	1,80
Travaux dans les carrières souterraines dont l'exploitation est abandonnée	1 taux ³ / ₄	1,80

Travaux	Nombre de base	Montant en €
Utilisation d'un outil pneumatique (travaux de sablage, perforateur, marteau-piqueur, perceuse ébardeuse, brise-béton, dame vibrante)	1 taux ³ / ₄	1,80
Conduite d'engins spéciaux de travaux publics (pelle hydraulique, tracteur seul ou avec équipement de terrassement, déblayeuse semi-portée et cylindre vibrant)	1 taux ³ / ₄	1,80
Travaux dans les égouts	1 taux ³ / ₄	1,80
Travaux en cabine haute tension	1 taux	1,03
Taille des arbres au-dessus de 8 mètres	1 taux	1,03
Travaux de manutention avec engins élévateurs	1 taux	1,03
Travaux en égouts, tranchées boueuses ou inondées, regards, chambres de vannes ou aqueducs exigus ou particulièrement insalubres ou dangereux (désignés par arrêté)	1 taux	1,03
Utilisation de ponts roulants	1 taux	1,03
Travaux sous tension électrique	1 taux	1,03
Essais routiers et contrôles exécutés sur chaussées sous circulation	1 taux	1,03

Travaux de manutention avec engins élévateurs	1 taux	1,03
Essais de moteur à turbine (travaux d')	1 taux	1,03
Manipulation et travaux sur installations électriques ou en zones de haute et basse tension ou de courants intenses		
• Travaux à proximité de bobines supraconductrices de champs magnétiques intenses (risques d'explosion)	1 taux	1,03
• Travaux exposant à recevoir une certaine quantité d'énergie électromagnétique sous haute fréquence	1 taux	1,03
• Manipulation d'appareillages sous très haute pression (de l'ordre de 10 à 20 kilobars)	1 taux	1,03
• Travaux au marteau perforateur	1 taux	1,03
Manipulation des animaux de laboratoire en vue d'inoculation ou d'autopsies et autopsie des animaux	1 taux	1,03
Etablissements de diagnostic de maladies contagieuses pour l'homme à partir d'animaux, de cadavres d'animaux ou de milieux de culture	1 taux	1,03
Manipulation en laboratoire de produits chimiques toxiques ou reconnus très dangereux	1 taux	1,03
Manipulation des incinérateurs et des cadavres d'animaux	1 taux	1,03
Travaux de radioscopie, radiographie et manipulation de radio-isotopes	1 taux	1,03
Manipulation et travaux sur installations électriques à hautes ou basses tensions	1 taux	1,03
Travaux de manipulation de produits dérivés du pétrole à des températures élevées	1 taux	1,03
Conduite de machines offset, massicots et presses rotatives	½ taux	0,52
Travaux sur scies à ruban, toupies raboteuses et dégauchisseuses	½ taux	0,52
Peinture ou vernissage au pistolet	½ taux	0,52
Travaux sur plates-formes suspendues ou échelles appuyées sur des câbles porteurs et échafaudage situés à une hauteur supérieure à 6 mètres	½ taux	0,52
Travaux de plomberie	½ taux	0,52
Utilisation de solvants (tels que tétrachlorure de carbone ou trichloréthylène)	½ taux	0,52
Travaux sur toitures et marquises	½ taux	0,52
Travaux en permanence en sous-sol	½ taux	0,52

Travaux	Nombre de base	Travaux
Travaux en égouts, tranchées boueuses ou inondées, regards, chambres de vannes ou aqueducs autres que ceux considérés comme exigus ou particulièrement insalubres ou dangereux	½ taux	0,52
Emploi de produits toxiques pour le traitement antiparasitaire des végétaux	½ taux	0,52
Travaux exposant au risque de silicose	½ taux	0,52
Travaux dans des puits de plus de 10 mètres de profondeur	½ taux	0,52
Contrôle de peinture	½ taux	0,52
Travaux de surveillance d'ouvrages d'art nécessitant l'utilisation d'échafaudages ou de dispositifs suspendus	½ taux	0,52
Travaux de laboratoire ou de contrôle sur chantier nécessitant l'emploi de produits chimiques corrosifs ou toxiques ou nocifs	½ taux	0,52
Travaux de décollage des casques d'éprouvettes de traction	½ taux	0,52

Travaux effectués en toiture, en façade d'immeuble ou sur des poteaux et des pylônes, à une hauteur supérieure à 6 mètres	½ taux	0,52
Travaux de menuiserie à la toupie sans guide	½ taux	0,52
Décapage aux acides et soudure à l'arc (travaux de)	½ taux	0,52
Manipulation à la main de masses lourdes (bacs à matériaux, extractions-malaxage, éprouvettes béton...)	½ taux	0,52
Peinture et vernissage au pistolet	½ taux	0,52
Soudure à l'arc ou aux gaz	½ taux	0,52
Travaux de chaudronnerie (cisaillage, cintrage, tournage, mortaisage, perçage, fraisage, pliage, alésage)	½ taux	0,52
Travaux de meulage	½ taux	0,52
Travaux d'oxycoupage	½ taux	0,52
Manipulation des appareils contenant ou dégageant des substances radioactives ou qui sont le siège d'un rayonnement ionisant		
• Travaux sur toitures, marquises, façades, installations industrielles, échafaudages effectués à une hauteur supérieure à six mètres	½ taux	0,52
• Conduite sur route enneigée	½ taux	0,52
• Déplacement de matériel lourd (exemple : gros vibreurs) nécessitant l'utilisation de moyens mécaniques de levage	½ taux	0,52
• Travaux sur scies à ruban, toupies, raboteuses et dégauchisseuses	½ taux	0,52
• Travaux d'affûtage	½ taux	0,52
• Travaux de plomberie et de polissage	½ taux	0,52
• Conduite de fours et incinérateurs à ordures ménagères	½ taux	0,52
• Travaux sur machine-outil à caractère dangereux (cisaille guillotine, laminoir, machine à cintrer)	½ taux	0,52
• Travaux de sablage	½ taux	0,52
• Soufflage et réparation d'appareils et de parties d'appareils utilisés dans la technique sous vide et généralement tapissés de films mercuriels	½ taux	0,52

Travaux	Nombre de base	Montant en €
• Travaux exposant de façon habituelle à l'action intensive des sons et vibrations, à titre indicatif : travaux de soufflerie, conduite des compresseurs, travaux exposant à l'action intense des sons et à celle des ultrasons, travaux de découpage, de soudage, de brassage et de soudure à l'arc, utilisation du chalumeau oxyacétylénique ou oxypropane	½ taux	0,52
• Travaux exposant de façon habituelle à l'action intensive des rayonnements ultraviolets ou infrarouges, à titre indicatif : travaux exposant aux radiations dangereuses, radiographie, travaux contraignant l'organisme à supporter de brusques et fortes variations de température, travaux permanents en sous-sol, travaux permanents en chambre noire, travaux de peinture ou de vernissage au pistolet, travaux avec solvants (tétrachlorure de carbone, trichloréthylène), manipulation de produits nitrés (nitroglycérine, nitrocellulose, coton poudre et explosifs nitrés jusqu'au fruitage de ces produits)	½ taux	0,52
Contrôles phytosanitaires sur quais de gares, dans aéroports, camions, navires	½ taux	0,52
Réalisation des essais au moyen d'appareils à gaz ou de moto-pulvérisateurs	½ taux	0,52
Travaux sur machines-outils (scies à ruban, raboteuses et dégauchisseuses)	½ taux	0,52

Récolte des essais au moyen de matériel mécanique	½ taux	0,52
Travaux d'entretien des terrains avec du matériel mécanique	½ taux	0,52
Travaux de peinture ou de vernissage au pistolet	½ taux	0,52
Travaux de forge, plomberie, affûtage et travaux de maçonnerie ou de réfection effectués à une hauteur supérieure à six mètres	½ taux	0,52
Travaux sur machines offset	½ taux	0,52
Nettoyage des instruments d'autopsie ou de dissection	½ taux	0,52
Travaux de forge	½ taux	0,52
Travaux de plomberie	½ taux	0,52
Travaux d'affûtage	½ taux	0,52
Travaux sur massicot	½ taux	0,52
Travaux permanents en sous-sol	½ taux	0,52
Travaux sur installations électriques	½ taux	0,52
Travaux en chambre froide	½ taux	0,52
Travaux découpe en forêt	½ taux	0,52
Travaux sur machines-outils (machines à pression, plieuses)	½ taux	0,52
Travaux sur prototypes et montages probatoires	½ taux	0,52
Essai de véhicules, tracteurs et machines agricoles	½ taux	0,52
Travaux de soudure	½ taux	0,52
Travaux sur installations hydrolique sous pression	½ taux	0,52
Travaux en terrain escarpé (montagne...)	½ taux	0,52
Travaux sur plans d'eau (torrents, rivières, mer, barrages et canaux)	½ taux	0,52
Travaux en chambres de mesure enterrées	½ taux	0,52
Travaux en forêts (utilisation de tronçonneuses, débrousailluses, débiteuses...)	½ taux	0,52
Travaux en sol (utilisation de tarières, moto-tarières, outils de terrassement...)	½ taux	0,52
Utilisation d'explosifs	½ taux	0,52

Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (2e catégorie)

Travaux	Nombre de base	Montant en €
Surfaçage au soufre des éprouvettes de béton 1 taux 0,31	1 taux	0,31
Travaux de microbillage (absorption par voies respiratoires de microbilles de verre de quelques microns)		
• Travaux sur le mercure et ses composés, travaux d'entretien et de nettoyage dans les salles d'analyse de gaz contenant de nombreux appareillages à mercure	1 taux	0,31
• Manipulation d'acide cyanhydrique et de cyanures (cyanure de potassium)	1 taux	0,31
• Manipulation d'acides chlorhydrique, sulfurique, nitrique, fluorhydrique	1 taux	0,31
Nettoyage des locaux d'autopsie ou de dissection infectieux par nature	1 taux	0,31
Fumigation avec gaz toxiques (stations et cellules de désinsectisation des entrepôts, serres et pleine terre)	1 taux	0,31
Application de produits toxiques ou dangereux	1 taux	0,31
Travaux d'analyse de déchets solides nécessitant la manipulation de détritiques et ordures de toute nature	1 taux	0,31

Emploi de produits toxiques	1 taux	0,31
Utilisation de radioéléments	1 taux	0,31
Travaux en stations d'épuration	1 taux	0,31
Travaux en stations de traitement ou de stockage des déchets	1 taux	0,31
Opérations d'analyses chimiques ou bactériologiques dans les études contre les pollutions de l'air et de l'eau	1 taux	0,31
Utilisation de colles cellulosiques	½ taux	0,16
Travaux de laboratoire et d'imprimerie	½ taux	0,16
Manipulation, transport ou destruction de documents d'archives en décomposition	½ taux	0,16
Préparation des plaques d'impression	½ taux	0,16
Travaux exécutés dans des locaux où sont fabriqués ou manipulés des produits susceptibles d'incommoder l'agent, de brûler ou de détériorer ses vêtements (produits chimiques, délétères, corrosifs, gras ou pulvérulents)	½ taux	0,16
Travaux de séchage et de calcination des boues (laboratoire d'analyse des eaux usées, station d'épuration, pollution)	½ taux	0,16
Prélèvement de résidus d'usine d'incinération ou de décharge	½ taux	0,16
Travaux d'entretien et de remise en état des batteries d'accumulateur	½ taux	0,16
Pulvérisation de lubrifiant de véhicules sous pont-élévateur	½ taux	0,16
Travaux de remplissage d'avion-citerne avec des produits retardants	½ taux	0,16
Soins donnés aux animaux de laboratoire (animaleries)		
• Manipulation de chlore, produits organiques chlorés et bromés, y compris le phosgène	½ taux	0,16
• Travaux sur massicots et presses rotatives	½ taux	0,16
• Manipulation de produits dégageant des vapeurs acides	½ taux	0,16
• Pulvérisation sous pont élévateur	½ taux	0,16
• Manipulation d'anhydride sulfureux, d'ammoniac, de formol, d'acétaldéhyde, de chlorhydrate sulfureux et de tous les produits fumigènes autres que ceux qui sont énumérés en 1re catégorie	½ taux	0,16
• Manipulation d'alcools et de solvants organiques légers dégageant des vapeurs toxiques	½ taux	0,16
• Travaux en sous-sol (magasiniers, machinistes)	½ taux	0,16
Travaux	Nombre de base	Montant en €
• Manipulation de produits suffocants et vésicants	½ taux	0,16
• Travaux de dégorgement sanitaire	½ taux	0,16
• Manipulation de bioxyde d'azote liquide ou gazeux	½ taux	0,16
• Manipulations microbiologiques présentant un risque de contamination	½ taux	0,16
• Usinage par électroérosion (vapeurs de pétrole)	½ taux	0,16
• Travaux exposant aux vapeurs de vélinium	½ taux	0,16
• Utilisation du plomb, de ses alliages et de ses composés (minium de plomb, plomb tétraéthyle)	½ taux	0,16
• Manipulation à base d'arsenic et ses composés	½ taux	0,16
• Manipulation de produits basiques	½ taux	0,16
• Manipulation à base de benzène et de ses homologues	½ taux	0,16
• Utilisation d'acétone, de tétrachloréthane et pâte ou à l'état liquide	½ taux	0,16
• Manipulation et usinage de thorium, oxyde de béryllium, thélium	½ taux	0,16
• Manipulation de sels de béryllium et de fluor	½ taux	0,16

• Travaux photographiques en chambre noire	½ taux	0,16
• Vidange, nettoyage et recharge des accumulateurs électriques	½ taux	0,16
• Travaux de liquéfaction et manipulation d'hydrogène, d'oxygène, d'ozone et d'azote à l'état liquide ou solide	½ taux	0,16
Soins aux animaux malades et aux animaux soumis à expérience	½ taux	0,16

Travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (3e catégorie)

Travaux	Nombre de base	Montant en €
Travaux de laboratoires	½ taux	0,16
Travaux de dégorgement sanitaire	½ taux	0,16
Nettoyage des chenils et autres lieux occupés par des animaux soumis à expérience	½ taux	0,16
Travaux de plomberie et chaufferie	½ taux	0,16
Recensement et marquage des animaux	½ taux	0,16
Manipulation de produits reconnus très dangereux, tels solvants, chlore, soude	½ taux	0,16
Travaux en sous-sol	½ taux	0,16
Travaux d'imprimerie	½ taux	0,16
Nettoyage des locaux d'autopsie ou de dissection non infectieux par nature	½ taux	0,16
Opérations d'analyses chimiques ou bactériologiques dans les études contre les pollutions de l'air et de l'eau	½ taux	0,16
Pulvérisation de lubrifiant de véhicules dans fosse ou sous pont élévateur	½ taux	0,16
Utilisation de colle cellulosique	½ taux	0,16
Nettoyage des locaux utilisés par les animaux	½ taux	0,16
Prélèvement d'eaux usées en station d'épuration	1 taux	0,16
Travaux exécutés à l'intérieur de caissons ou voussoirs d'ouvrages d'art	1 taux	0,16
Contrôle de salubrité dans les abattoirs d'animaux de boucherie, dans les abattoirs de volaille, dans les halles à marée	1 taux	0,16
Travaux de jaugeage et de mesures en rivières	1 taux	0,16
Manoeuvres de barrages à poutrelle, de vannes	1 taux	0,16
Travaux	Nombre de base	Montant en €
Travaux d'entretien des barrages, des canaux et rigoles de dérivation, des digues de protection des vannes et rivières	1 taux	0,16
Travaux sur passage, rives et siphons des rigoles	1 taux	0,16
Conduite de machines assembleuses	½ taux	0,08
Conduite et entretien des installations de chauffage central ou de chaudières	½ taux	0,08
Conduite de machines de reproduction de documents	½ taux	0,08
Travaux de ronéotypie	½ taux	0,08
Graissage et réparation de moteurs de véhicules automobiles	½ taux	0,08
Travaux d'archivage et de dépoussiérage occasionnels ou particulièrement incommodes	½ taux	0,08
Confection des couches	½ taux	0,08
Préparation de matières colorantes	½ taux	0,08
Travaux de manutention en sous-sol	½ taux	0,08
Utilisation de fours à monocristaux	½ taux	0,08
Travaux sur machines offset	½ taux	0,08
Travaux de meulage et sciage	½ taux	0,08

Conduite de machines de reproduction de documents	½ taux	0,08
Travaux de dépoussiérage occasionnels ou particulièrement incommodes	½ taux	0,08
Graissage et réparation de moteurs de véhicule	½ taux	0,08
Préparation de matières colorantes	½ taux	0,08
Travaux d'épuration de bac à graisse	½ taux	0,08
Plonge et dégraissage de filtre	½ taux	0,08
Conduite de machines de reproduction de documents	½ taux	0,08
Conduite de machines à adresser	½ taux	0,08
Travaux en galeries et égouts	½ taux	0,08
Décapage et démontage de moteurs	½ taux	0,08
Activité de nettoyage utilisant des solvants	½ taux	0,08

Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques (1re catégorie) *

Travaux	Nombre de base	Montant en €
Travaux exécutés à l'aide d'une corde à nœuds	2 taux	2,06
Déneigement des voies hors agglomérations des communes comprises dans les zones montagneuses visées à l'article 30 du décret n° 53-511 du 21 mai 1953	2 taux	2,06
Nettoyage ou réfection d'égouts dont l'exiguïté ne permet pas la station debout	1 taux ½	1,55
Nettoyage ou réfection d'égouts dont les dimensions permettent la station debout	1 taux	1,03
Affectation dans les quartiers de sûreté des hôpitaux psychiatriques	1 taux	1,03
Manipulation des animaux de laboratoire en vue d'inoculations ou d'autopsies	1 taux	1,03
Etablissement du diagnostic pour l'homme à partir de prélèvements humains, d'animaux, de cadavres d'animaux ou de milieux de culture	1 taux	1,03
Contrôle d'efficacité des vaccins à l'aide de souches virulentes	1 taux	1,03
Manipulations et travaux sur installations électriques haute et basse tension	1 taux	1,03
Utilisation de brise-béton ou de marteau perforateur	1 taux	1,03
Travaux	Nombre de base	Montant en €
Affectation dans les services d'électroradiologie ou de radiothérapie	¾ taux	0,77
Affectation dans les services des malades agités et difficiles sûreté des hôpitaux psychiatriques	¾ taux	0,77
Affectation dans les services d'admission des malades mentaux	¾ taux	0,77
Travaux sur toitures ou marquises	½ taux	0,52
Travaux en façade d'immeubles effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres	½ taux	0,52
Travaux sur plates-formes suspendues ou échelles appuyées à des câbles porteurs	½ taux	0,52
Travaux sur poteaux et pylônes effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres	½ taux	0,52
Travaux d'élagage d'arbres effectués à une hauteur supérieure à 6 mètres	½ taux	0,52
Utilisation de scies à ruban, toupies raboteuses et dégauchisseuses	½ taux	0,52
Emploi de produits toxiques pour le traitement antiparasitaire des végétaux	½ taux	0,52
Peinture ou vernissage au pistolet	½ taux	0,52
Utilisation de solvants tels que tétrachlorure de carbone et trichloréthylène	½ taux	0,52
Soudure à l'arc	½ taux	0,52
Travaux d'affûtage	½ taux	0,52
Travaux en salle de congélation d'abattoir	½ taux	0,52
Utilisation en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque	½ taux	0,52

Travaux en permanence en sous-sol	½ taux	0,52
Utilisation de tours et perceuses	½ taux	0,52
Identification en laboratoire des germes de maladies contagieuses telles que variole, poliomyélite, rage, tétanos, choléra, gangrène	½ taux	0,52

* Ces travaux concernent exclusivement les agents du secteur-médico-social (non compris les médecins et les psychologues).

Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination (2e catégorie) *

Travaux	Nombre de base	Montant en €
Affectation continue dans les services accueillant les malades contagieux, cancéreux, gâteux et tuberculeux	1 taux	0,31
Travaux de désinfection des crachoirs et de manipulation de linge souillé, travaux d'hygiène et d'assainissement des locaux contaminés, collecte et élimination des immondices	1 taux	0,31
Alimentation et surveillance de plus de cinq chaudières ou calorifères (à l'exception des travaux effectués par les chauffeurs de haute et basse pression)	1 taux	0,31
Alimentation et surveillance de chaudières ou calorifères jusqu'à cinq appareils (à l'exception des travaux effectués par les chauffeurs de haute et basse pression)	¾ taux	0,23
Travaux d'identification en laboratoire de germes pathogènes	½ taux	0,16
Travaux effectués dans les laboratoires de bactériologie et d'anatomo-pathologie	½ taux	0,16
Utilisation autre qu'en local clos de produits tels que le chlore ou l'ammoniaque	½ taux	0,16
Préparation et utilisation de solutions à base de sulfate d'alumine, d'alginate de soude et de produits similaires	½ taux	0,16
Travaux d'imprimerie	½ taux	0,16
Travaux d'entretien et de remise en état de batteries d'accumulateurs	½ taux	0,16
Pulvérisation de lubrifiant de véhicules sous pont-élévateur	½ taux	0,16
Travaux	Nombre de base	Montant en €
Recensement et marquage des animaux	½ taux	0,16
Travaux à base de manipulation de produits caustiques, toxiques, inflammables, irritants ou lacrymogènes	½ taux	0,16
Travaux de plomberie	½ taux	0,16
Travaux de peinture	½ taux	0,16

Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques (3e catégorie) *

Travaux	Nombre de base	Montant en €
Conduite de machine de reproduction de documents	½ taux	0,08
Graissage et réparation de moteurs de véhicules	½ taux	0,08
Travaux de manutention en sous-sol	½ taux	0,08
Travaux d'archivage et dépoussiérage occasionnels et particulièrement incommodes	½ taux	0,08
Travaux avec des appareils susceptibles de provoquer des accidents par projection, explosion ou brûlure	½ taux	0,08

* Ces travaux concernent exclusivement les agents du secteur médico-social (non-compris les médecins et les psychologues).

III - **Sujétion 3 (S3)** : Intérim d'encadrement

Pendant le temps de l'intérim exercé et selon les conditions prévues pour la sujétion 3, l'agent perçoit un complément d'IFSE correspondant au montant de l'IFSE d'encadrement du poste dont il assure l'intérim, diminué le cas échéant de l'IFSE d'encadrement dont il bénéficie.

Un montant forfaitaire de 50€ brut par mois d'interim pourra être versé à niveau d'encadrement équivalent (à titre d'illustration : l'interim d'un responsable de service réalisé par un autre responsable de service).

SUJETIONS ATTACHÉES AU POSTE, MISSIONS, AFFECTATION

IV – Sujétions 4 (S4)

<u>Modalités / Périmètre</u>	<u>Montant mensuel brut</u>
Chauffeurs / huissiers	218 €
A.S.V.P.	77 €
C.V.P.U.	128 €
Plaçage week-end	150 €
Plaçage	70 €
Réception cabinet	330 €
Service administratif cabinet et Direction Générale des Services	175 €
Manifestation cabinet	175 €
Bibliobus	50 €
Assistants de prévention	30 €
Livreurs de repas (Séjour de la santé)	49 points d'indice majorés

EXPERTISES ATTACHÉES AU POSTE

– **Expertise 2 (E2)** : postes à technicité rare et difficiles à pourvoir

- ♦ Poste attaché aux fonctions numériques et à l'administration des données. Trois montants forfaitaires sont définis et attribués en fonction du niveau d'expertise demandé et de la tension en matière de recrutement :
 - Numérique niveau 1 : 200 € mensuels bruts
 - Numérique niveau 2 : 350 € mensuels bruts
 - Numérique niveau 3 : 500 € mensuels bruts

La distinction des niveaux appliqués est identifiée sur la fiche de poste

- Chargé de mission : 100 € mensuels bruts
- Responsable de site dans les écoles : 75 € mensuels bruts

– **Expertise 3 (E3)** : Régisseur d'avances et de recettes

Le montant forfaitaire mensuel brut octroyé aux régisseurs d'avances et de recettes titulaires est fonction du volume financier (recettes encaissées et/ou avance consentie) de la régie dont ils sont responsables.

Le montant de l'indemnité mensuelle est défini comme suit :

Régie d'avances	Régie de recettes	Régies mixtes	
Montant avance	Recettes mensuelles moyennes	Avance + recettes mensuelles moyennes	Indemnité forf..mensu.
Jusqu'à 25 000 €	Jusqu'à 25 000 €	Jusqu'à 50 000 €	55 €
De 25 001 à 300 000 €	De 25 001 à 300 000 €	De 50 001 à 600 000 €	110 €
Au-delà de 300 001€	Au-delà de 300 001	Au-delà de 600 001	170 €

En cas d'absence prolongée supérieure à deux mois consécutifs (notamment pour raisons de santé) du régisseur titulaire, les régisseurs d'avances et de recettes par intérim perçoivent, sur la durée de leur intérim, un montant forfaitaire mensuel brut identique à celui du régisseur titulaire qu'ils remplacent. Sur la période de l'intérim, les montants forfaitaires mensuels bruts octroyés au régisseur titulaire sont suspendus.

Régisseurs suppléants :

Les montants forfaitaires bruts octroyés aux régisseurs suppléants des régies d'avances et de recettes correspondent à une quote-part du montant octroyé aux régisseurs titulaires. Ils permettent de tenir compte de la fonction assumée par les régisseurs suppléants dans la régie, notamment lors des absences normales du régisseur titulaire. Dans ce cas, aucune retenue n'est effectuée sur l'indemnité du régisseur titulaire.

Base mensuelle indemnité forfaitaire régisseur	Indemnité forfaitaire mensuelle suppléant		
	4 mois et +	2 mois	1 mois
55 €	25 €	10 €	5 €
110 €	50 €	20 €	10 €
170 €	75 €	25 €	15 €

L'indemnité forfaitaire mensuelle sera attribuée au régisseur suppléant sur la base d'une suppléance effective. En effet, chaque régie doit avoir a minima un suppléant pour fonctionner. En revanche le degré d'implication des régisseurs suppléants est disparate, certains travaillant à temps plein sur la régie, d'autres assurant une suppléance épisodique.

- **Les régisseurs suppléants dont la fiche de poste est nommée sous-régisseur ou mandataire suppléant à temps plein perçoivent le niveau « 4 mois et + »** d'indemnité forfaitaire sur l'année de l'indemnité forfaitaire mensuelle du régisseur de la régie sur laquelle ils interviennent.
- **Les régisseurs suppléants qui assurent la suppléance effective du régisseur pendant les périodes de congés annuels** percevront une indemnité relevant du niveau « 2 mois d'indemnité forfaitaire ».

- **Les régisseurs suppléants qui assurent épisodiquement la suppléance** de la régie perçoivent le montant en référence à « un mois d'indemnité forfaitaire ».

En cas de suppléance non effective, l'indemnité forfaitaire ne sera pas versée.

ANNEXE 3**TABLEAUX DES MONTANTS PLAFONDS ANNUELS BRUTS DE CIA
PAR CADRE D'EMPLOIS - VILLE DE BORDEAUX****Au 1^{er} septembre 2024**

Le montant de CIA attribué est modulable individuellement, dans la limite des plafonds.

CATEGORIE A+**CADRE D'EMPLOIS DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX**

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel (€)
1	Emploi fonctionnel	15750
2	Adjoint au Directeur Général.	14300
3	Directeur, Directeur de mission	12800
4	Responsable de service, de mission, collaborateur	11350

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel (€)
1	Emploi fonctionnel	10080
2	Adjoint au Directeur Général.	8820
3	Directeur, Directeur de mission	8280
4	Responsable de service, de mission, collaborateur	7470

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel (€)
1	Directeur, Directeur de mission	8280
2	Responsable de service / de mission	7110
3	Responsable de centre	6080
4	Collaborateur	5550

CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DES BIBLIOTHEQUES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	6 000 €
2	Responsable de service / de mission	5 550 €
3	Responsable de centre	5 250 €
4	Collaborateur	5 250 €

CADRE D'EMPLOIS DES MEDECINS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel (€)
1	Responsable de service / de mission	7 620
2	Responsable de centre	6 750
3	Responsable d'unité	5 205
4	Collaborateur	5 205

CATEGORIE A

CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHÉS TERRITORIAUX ET DES SECRETAIRES DE MAIRIE

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	6 390 €
2	Responsable de service / de mission	5 670 €
3	Responsable de centre	4 500 €
4	Responsable d'unité	3 600 €
5	Collaborateur	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	8 280 €
2	Responsable de service / de mission	7 110 €
3	Responsable de centre	6 350 €
4	Responsable d'unité	5 550 €
5	Collaborateur	5 550 €

CADRE D'EMPLOIS DES DIRECTEURS DES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	6 390 €
2	Responsable de service / de mission	5 670 €
3	Responsable de centre	4 500 €
4	Responsable d'unité	3 600 €
4	Collaborateur	3 600 €

CADRE D'EMPLOI DES ATTACHES TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	5 250 €
2	Responsable de service / de mission	4 800 €
3	Responsable de centre	4 800 €
4	Responsable d'unité	4 800 €
5	Collaborateur	4 800 €

CADRE D'EMPLOIS DES BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	5 250 €
2	Responsable de service / de mission	4 800 €
3	Responsable de centre	4 800 €
4	Responsable d'unité	4 800 €
5	Collaborateur	4 800 €

CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX ET DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service/ mission	4500 €
2	Responsable de centre	3600 €
3	Responsable d'unité	3600 €
4	Collaborateur	3600 €
5	Collaborateur non permanent	3600 €

CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX TERRITORIAUX ET SAGES-FEMMES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	4 500 €
2	Responsable de centre	3 600 €
3	Responsable d'unité	3 600 €
4	Collaborateur	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS DES PSYCHOLOGUES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	4 500 €
2	Responsable de centre	3 600 €
3	Responsable d'unité	3 600 €
4	Collaborateur	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GENERAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	3 440 €
2	Responsable de centre	2 700 €
3	Responsable d'unité	2 700 €
4	Collaborateur	2 700 €

CADRE D'EMPLOIS DES PUERICULTRICES TERRITORIALES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	3 440 €
2	Responsable de centre	2 700 €
3	Responsable d'unité	2 700 €
4	Collaborateur	2 700 €

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	4 500 €
2	Responsable de service / de mission	3 600 €
3	Responsable de centre	3 600 €
4	Responsable d'unité	3 600 €
5	Collaborateur	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	3 440 €
2	Responsable de centre	2 700 €
3	Responsable d'unité	2 700 €
4	Responsable d'équipe	2 700 €
5	Collaborateur	2 700 €

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	1 680 €
2	Responsable de centre	1 620 €
3	Responsable d'unité	1 560 €
4	Responsable d'équipe	1 560 €
5	Collaborateur	1 560 €

CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	4 500 €
2	Responsable de service / de mission	3 600 €
3	Responsable de centre	3 600 €
4	Responsable d'unité	3 600 €
5	Collaborateur	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEURS D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	3 440 €
2	Responsable de service / de mission	2 700 €
3	Responsable de centre	2 700 €
4	Responsable d'unité	2 700 €
5	Collaborateur	2 700 €

CADRE D'EMPLOIS DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIENS ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Directeur, Directeur de mission	3 440 €
2	Responsable de service / de mission	2 700 €
3	Responsable de centre	2 700 €
4	Responsable d'unité	2 700 €
5	Collaborateur	2 700 €

CATEGORIE B

CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	2 380 €
2	Responsable de centre	2 185 €
3	Responsable d'unité	1 995 €
4	Responsable d'équipe	1 995 €
5	Collaborateur	1 995 €

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	2 680 €
2	Responsable de centre	2 535 €
3	Responsable d'unité	2 385 €
4	Responsable d'équipe	2 385 €
5	Collaborateur	2 385 €

CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	2 280 €
2	Responsable de centre	2 040 €
3	Responsable d'unité	2 040 €
4	Responsable d'équipe	2 040 €
5	Collaborateur	2 040 €

CADRE D'EMPLOIS DES ANIMATEURS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	2 380 €
2	Responsable de centre	2 185 €
3	Responsable d'unité	1 995 €
4	Responsable d'équipe	1 995 €
5	Collaborateur	1 995 €

CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	2 380 €
2	Responsable de centre	2 185 €
3	Responsable d'unité	1 995 €
4	Responsable d'équipe	1 995 €
5	Collaborateur	1 995 €

CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS TERRITORIAUX PARAMEDICAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	1230 €
2	Responsable de centre	1090 €
3	Responsable d'unité	1090 €
4	Responsable d'équipe	1090 €
5	Collaborateur	1090 €

CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE TERRITORIALES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1230 €
2	Responsable d'unité	1090 €
3	Responsable d'équipe	1090 €
4	Collaborateur	1090 €

CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERES TERRITORIALES DE CAT B

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	1230€
2	Responsable de centre	1230 €
3	Collaborateur	1090 €
5	Collaborateur non permanent	1090€

CADRE D'EMPLOIS DES MONITEURS EDUCATEURS ET INTERVENANT FAMILIAUX TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de service / de mission	1230 €
2	Responsable de centre	1090 €
3	Responsable d'unité	1090€
4	Responsable d'équipe	1090€
5	Collaborateur	1090€
6	Collaborateur non permanent	1090 €

CATEGORIE C**CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX**

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €

CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE SOINS TERRITORIAUX

GROUPE DE FONCTION		Montant plafond annuel
1	Responsable de centre	1 260 €
2	Responsable d'unité	1 200 €
3	Responsable d'équipe	1 200 €
4	Collaborateur	1 200 €